

Les Palestiniens prennent place à l'Assemblée générale de l'ONU

Les Palestiniens peuvent désormais soumettre directement des propositions et des amendements, ou encore siéger parmi les États membres par ordre alphabétique.

Les Palestiniens ont pris mardi leur nouvelle place au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, siégeant désormais par ordre alphabétique des États, un des nouveaux droits accordés à la délégation qui n'est pas membre à part entière de l'organisation.

En mai, une majorité écrasante de l'Assemblée générale avait jugé que les Palestiniens méritaient d'être membres à part entière de l'ONU, leur octroyant quelques droits supplémentaires à défaut d'une véritable adhésion, **bloquée par les États-Unis**.

La résolution, qui exclut sans ambiguïté le droit de voter et d'être membre du Conseil de sécurité, prévoit qu'à partir de la 79e session annuelle de l'Assemblée -- qui a commencé mardi -- les Palestiniens peuvent soumettre directement des propositions et des amendements, ou encore siéger parmi les États membres par ordre alphabétique.

L'ambassadeur palestinien à l'ONU Riyad Mansour a ainsi pris place mardi après-midi dans la salle à la table marquée «State of Palestine» -- «État de Palestine» -- entre le Soudan et le Sri Lanka. «Ce n'est pas qu'une question de procédure, c'est un moment historique», a commenté l'ambassadeur égyptien Osama Mahmoud Abdelkhalek Mahmoud.

Comme lors de l'adoption de la résolution, **Israël a en revanche dénoncé cette «promotion».** «**Toute décision ou action qui améliore le statut des Palestiniens, que ce soit à l'Assemblée générale de l'ONU ou de façon bilatérale, est une récompense (...) pour le terrorisme en général et pour les terroristes du Hamas en particulier**», a déclaré l'ambassadeur israélien adjoint Jonathan Miller.

Face à la guerre à Gaza, les Palestiniens, qui ont depuis 2012 un statut «d'État non membre observateur», avaient relancé début avril leur requête de 2011 réclamant de devenir un État membre à part entière des Nations unies.

Pour aboutir, une telle initiative nécessite, avant un vote de l'Assemblée générale, une recommandation positive du Conseil de sécurité. Mais **les États-Unis, alliés d'Israël**, y ont mis leur **veto** le 18 avril.